

[Voir plus d'articles](#) ▼

L'Espagne de gauche et l'Italie de droite ?



Rainer Zitelmann



Publié le 9 juillet 2024

L'Espagne sous le socialiste Pedro Sánchez

L'économie espagnole est la 55^e plus libre selon l'indice de liberté économique 2024, et l'Espagne se classe 30^e sur 44 pays de la région Europe.

Dans son évaluation, la Heritage Foundation écrit :

« Les progrès de l'Espagne vers une plus grande liberté économique ont été inégaux. L'efficacité réglementaire et l'État de droit sont relativement bien maintenus, mais les gains à long terme ont été modestes. Les défis en matière de liberté fiscale, de dépenses publiques et de liberté financière sont importants. Les déficits budgétaires et la dette publique élevée reflètent la nécessité de réformer la gestion financière [...] Les procédures de création d'entreprise ont été rationalisées et les exigences en matière d'autorisation sont désormais moins nombreuses. Malgré certains progrès, la réglementation du travail reste restrictive et contraignante. La pression inflationniste reste préoccupante ».

Mais les perspectives de la liberté économique en Espagne ne sont pas du tout positives.

Sous **Pedro Sánchez**, qui a été réélu en novembre 2023, l'Espagne est gouvernée par une coalition socialiste-communiste. L'État de droit a été considérablement entravé par l'exécutif, avec une loi d'amnistie controversée qui a accordé l'amnistie à des centaines de citoyens condamnés pour des crimes très graves, y compris la corruption et le terrorisme. Le gouvernement a également procédé à des nominations politiques qui entravent l'indépendance d'institutions clés, telles que la Cour constitutionnelle.

Selon l'indicateur de performance économique, une étude publiée par l'Instituto Juan de Mariana, l'Espagne est le pays le moins performant de toute l'Union européenne.

L'indicateur de performance économique analyse l'évolution des économies de l'UE entre 2019 et 2023, en fonction de cinq variables principales : la croissance économique, le revenu des ménages, la création d'emplois, la pression fiscale et la dette publique.

La création d'emplois est inexistante, mais le gouvernement a modifié les statistiques officielles afin de faire passer des entrepreneurs saisonniers pour des travailleurs ayant un emploi permanent. La dette publique pèse lourdement sur les performances globales de l'économie. Elle s'élève actuellement à près de 108 % du PIB, ce qui est nettement supérieur au plafond de 60 % du PIB fixé par le pacte de stabilité et de croissance de la zone euro. L'Instituto de Estudios Económicos estime que les dépenses publiques superflues s'élèvent à 60 milliards d'euros.

La politique fiscale a été atroce. Alors que les recettes fiscales sont restées stables dans l'ensemble de l'UE, le ratio impôts/PIB en Espagne est aujourd'hui supérieur de près de trois points de PIB à ce qu'il était avant la pandémie de grippe aviaire. La Tax Foundation classe désormais l'Espagne parmi les États membres de l'OCDE dont les systèmes fiscaux sont les moins compétitifs.

L'économiste espagnol Diego Sánchez de la Cruz est cinglant dans son évaluation :

« Tout au long de son mandat, Pedro Sánchez a approuvé au moins 69 hausses d'impôts. Plus de 70 000 entreprises ont fermé sous le gouvernement actuel. Les

investissements étrangers sont inférieurs d'environ 50 % à ce qu'ils étaient au début de la présidence Sánchez, en 2018. En outre, la formation brute de capital en 2024 est inférieure de 3 % à celle de 2019. »

À lire aussi :

Espagne : Pedro Sanchez liquide l'État de droit



Pour s'assurer sa réélection, le socialiste Pedro Sanchez a dû consentir à l'amnistie des participants aux tentatives de sédition en Catalogne... au prix du respect de l'État de droit.

 Contrepoints

6

L'Italie sous le gouvernement de droite de Giorgia Meloni

L'Italie arrive à une très mauvaise 81^e place dans l'indice de liberté économique 2024, et se trouve donc dans une position nettement inférieure à celle de l'Espagne, principalement en raison de son niveau d'endettement extrêmement élevé.

Dans la région Europe, elle se classe 38^e sur 44 pays.

La Heritage Foundation écrit :

« L'économie italienne s'est enlisée dans un ralentissement prolongé. Malgré des tentatives répétées de réforme, la compétitivité économique s'est affaiblie. Les réformes structurelles indispensables n'ont pas été mises en œuvre de manière efficace, et l'économie est toujours grevée par une mauvaise gestion des finances publiques et d'autres problèmes institutionnels. La dette publique, qui dépasse 140 % et ne cesse de croître, compromet les perspectives de développement à long

terme. En raison de la complexité du cadre réglementaire, le secteur informel représente toujours une part importante de l'activité économique en Italie ».

La députée de droite Giorgia Meloni est au pouvoir en Italie depuis le mois d'octobre. Qu'est-ce que cela signifie pour l'économie italienne ?

Le professeur **Alberto Mingardi**, du groupe de réflexion libéral Bruno Leoni, explique :

« Giorgia Meloni est issue d'une culture politique qui n'est ni libertaire ni libérale classique. Pourtant, le Premier ministre italien a promis de « ne pas déranger ceux qui veulent faire avancer les choses », une devise qui rappelle quelque peu le laissez-faire. »

Mme Meloni est à la tête d'un gouvernement de coalition dans lequel les différents partis ont une attitude libérale similaire à l'égard de la réglementation et des impôts, mais ont tendance à préférer des finances publiques laxistes. En particulier, son propre parti et la Ligue du Nord ont longtemps fait pression pour que l'Italie quitte l'euro, afin de libérer le gouvernement de tout carcan financier.

Mingardi a un avis plus nuancé :

« Pourtant, jusqu'à présent, le gouvernement de Meloni a été plus illibéral en matière de réglementation qu'en matière de finances publiques. Le gouvernement a interdit la viande artificielle et est à l'avant-garde des efforts visant à réglementer l'intelligence artificielle. On a l'impression qu'il considère toute innovation technologique comme une menace. Rien n'indique que l'Italie pourrait libéraliser différents marchés, ou même simplement lever l'interdiction d'Uber, tant que Meloni est aux commandes. En revanche, le ministre des Finances, **Giancarlo Giorgetti**, a su gérer avec soin les finances publiques de l'Italie. »

M. Giorgetti a hérité d'une situation financière difficile de ses prédécesseurs, le gouvernement populiste dirigé par Giuseppe Conte et le gouvernement technocratique dirigé par Mario Draghi. Le ratio dette/PIB est de 137,3 %, soit une fois et demie la moyenne européenne. M. Giorgetti a réussi à éviter de nouvelles dépenses, mais n'a pas encore réussi à réduire les aides plus anciennes. Il a lancé un

petit programme de privatisation (partielle), qui se concentre sur la vente de participations minoritaires dans des entreprises contrôlées par le gouvernement, afin d'apporter un peu d'argent au Trésor.

M. Mingardi voit d'un bon œil la réforme constitutionnelle prévue :

« Meloni poursuit des réformes constitutionnelles susceptibles d'améliorer les perspectives de l'Italie à long terme. Elle est favorable à une politique d'*autonomia*, qui est un fédéralisme très partiel et limité, mais meilleur que le statu quo. Elle mise sur une réforme permettant aux Italiens d'élire directement le Premier ministre, ce qui pourrait mettre fin à l'histoire italienne des gouvernements extrêmement éphémères. Depuis 1948, la durée moyenne d'un gouvernement italien est de 14 mois ».

À lire aussi :

Quelle politique migratoire pour l'Italie de Giorgia Meloni ?



Giorgia Meloni, qui sera la première femme Premier ministre dans l'histoire de l'Italie, est connue pour ses propos virulents contre « les lobbies LGBT+ », les « élites de gauche » et, cela va sans dire, les migrants.

 Contrepoints

6